

République du Congo

En 2011, la République du Congo a fait quelques progrès minimes sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a affecté des ressources financières aux initiatives de lutte contre la traite des enfants et il a commencé à soutenir un programme d'alimentation dans les établissements scolaires qui était antérieurement financé par des bailleurs de fonds extérieurs. Toutefois, de sérieuses lacunes persistent en matière de coordination et d'application des lois sur le travail des enfants. En République du Congo, des enfants pourraient subir les pires formes de travail, notamment dans des activités dangereuses dans le secteur agricole et le travail domestique.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes permettraient de progresser sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants en République du Congo :

Domaine	Mesures proposées	Année(s) pour laquelle/lesquelles la/les mesure(s) est/sont recommandée(s)
Lois et règlements	Codifier et publier la liste des travaux dangereux spécifiquement interdits aux enfants, telle qu'elle a été présentée à l'OIT en 1999.	2009, 2010, 2011
Coordination et mise en application	Établir un mécanisme de coordination pour lutter contre les pires formes de travail des enfants.	2009, 2010, 2011
	Veiller à ce que les inspecteurs du travail assurent une surveillance adéquate dans les zones rurales et les petites entreprises en ce qui concerne le travail des enfants.	2010, 2011
	Veiller à ce que les violations en matière de travail des enfants soient sanctionnées conformément à la loi.	2011
	Outre les données sur la traite des enfants, recueillir, analyser et communiquer les données concernant l'application de la législation du travail et des lois pénales à l'encontre des autres pires formes de travail des enfants.	2010, 2011
Politiques	Évaluer l'impact du Plan d'action pays 2009-2013 du PNUAD sur la réduction des pires formes de travail des enfants.	2009, 2010, 2011
Programmes sociaux	Amplifier les programmes de protection sociale pour la prévention et l'élimination de l'exploitation des enfants au travail, tout particulièrement pour les enfants qui travaillent dans l'agriculture, le travail domestique, dans la rue et dans la prostitution.	2009, 2010, 2011